

L'école mutuelle et le socialisme

Anne Querrien

Résumé : L'école mutuelle s'est développée en France sous la Restauration. Elle a été créée par des philanthropes et par l'État pour les enfants qui ne fréquentaient pas l'école des Frères des écoles chrétiennes. En faisant enseigner par des élèves, elle augmentait l'efficacité pédagogique des maîtres. Elle a été une référence pour le mouvement ouvrier naissant. Elle a été combattue par l'Église et l'État. Ce dernier a fini par imposer la méthode des Frères des écoles chrétiennes à l'école publique. Proudhon a connu l'école mutuelle en début de scolarité. Comme les membres de la première internationale il en a vanté les mérites. Mais les premiers socialistes abandonnent le souci de la coopération entre jeunes pour se concentrer sur le développement de l'enfant, et reportent les formes mutuelles d'enseignement vers les adultes. La coopération à l'école reparaît avec Célestin Freinet, mais reste limitée à de l'expérimentation par l'administration de l'Éducation nationale.

Title: *Mutual schools and socialism.*

Abstract: The mutual school developed in France under the Restoration. It was set up by philanthropists and the State, for children who did not attend the Christian Brothers' school. By having pupils teaching each other, it increased the pedagogical efficiency of the teacher. The nascent workers' movement refers to it. It was fought against by the Church and the State. The latter ended up imposing the method of the Brothers of the Christian Schools on the public school. Proudhon knew the mutual school at the beginning of his schooling. Like the members of the first international he praised its merits. But the early socialists abandoned the concern for cooperation between young people to concentrate on the development of the child, and transferred the mutual forms of education to adults. Cooperation at school reappears with Célestin Freinet, but remains limited to experimentation by the National Education administration.

Proudhon, et plusieurs membres éminents de la première internationale et de la Commune sont passés par l'école mutuelle et en ont vanté les mérites, tout en soulignant aussi ses limites. De quoi s'agissait-il ?

L'école mutuelle s'est développée en France de 1816, moment de la Restauration, à 1840 environ, date à partir de laquelle elle disparaît peu à peu sous les coups de boutoir de l'Église et du ministre de l'Instruction Publique François Guizot, qui faisait pourtant partie de ceux qui l'avait importée en France. C'est une création de philanthropes, soucieux de l'instruction publique, alors qu'avant la Révolution l'instruction primaire était prodiguée pour les enfants du peuple par les Frères des écoles chrétiennes et pour les

enfants de la bourgeoisie et de l'aristocratie par des précepteurs ou des collèges de jésuites. Ces philanthropes, regroupés dans la Société pour l'amélioration de l'instruction élémentaire, étaient proches du nouveau pouvoir, et ont obtenu en 1816 que soit décidée l'installation d'une école mutuelle dans toutes les villes chefs-lieux de canton. Il s'agissait d'un objectif plus que d'une réalité car les communes devaient trouver les fonds auprès des notables locaux, en l'absence d'un budget national, même si des subventions soutenaient l'installation des écoles mutuelles. Surtout il n'y avait pas encore de formation des instituteurs. Il existait seulement un livre, traduit de l'anglais par la Société pour l'amélioration de l'instruction élémentaire, où était exposée la méthode d'un maître anglais, Lancaster. Les aspirants enseignants ont donc bricolé comme ils pouvaient pendant les premières années en mixant les souvenirs de leurs propres formations par les congrégations religieuses et leurs aspirations à l'émancipation du peuple par l'éducation. Ce qu'on peut retenir de la méthode mutuelle dans ce contexte c'est que, outre le caractère laïc du maître, elle fait seconder celui-ci par les élèves les plus avancés et qu'elle organise la classe comme une communauté d'apprentissage, tendue vers la réussite de tous par l'entraide mutuelle. Au fur et à mesure de son installation officielle la méthode mutuelle et ses maîtres laïcs, va être fortement décriée par l'Église, qui va aller jusqu'à interdire la communion aux parents d'enfants scolarisés selon cette méthode. Elle va être aussi fortement décriée par les milieux patronaux et philanthropiques qui l'avaient mise en place, car il apparaît que les jeunes y apprennent à répondre aux autorités, à lire ce qui les intéresse au-delà des manuels scolaires et religieux, et même à se tourner vers les idées socialistes.

Proudhon a commencé sa scolarité à l'école mutuelle

Proudhon lui-même a été à l'école mutuelle, qui s'est ouverte à Besançon en 1816, une des premières villes à créer une école mutuelle en France, grâce à ses biens forestiers communaux. Il y fait allusion dans *La justice dans la révolution et dans l'Église* :

« Il y a quarante ans quelques amis du peuple avaient cherché à introduire en France la méthode d'enseignement mutuel, dite méthode de Lancaster. Ils avaient compris que les éléments du savoir ne devaient pas se borner aux signes graphiques ; que chez l'enfant comme chez l'homme, la raison ne peut pas être scindée, et qu'à la lecture, à l'écriture, aux règles du calcul, il importait de joindre quelques notions de philosophie pratique, d'autant mieux qu'elles arrivaient à l'âme des enfants sans le secours du maître, et par le frottement seul de ses camarades. (...) »

Quinze cents écoles mutuelles existaient sous la Restauration : toutes ont disparu peu à peu, par l'ordonnance du 8 avril 1824, qui a ôté l'instruction publique à l'Université pour la donner aux évêques. J'ai passé par cette école établie à Besançon par Messieurs Ordinaire ; les écoliers n'étaient pas écrasés de leçons ; nul d'entre eux n'aspirait à devenir président d'une démocratie ou chantre d'une Iliade ; ils avaient l'air de petits citoyens ».¹

1 Proudhon P.-J., *La justice dans la révolution et dans l'Église*, tome II, 1856, Éditions Rivière, Paris, 1930.

Proudhon a appris dans cette école les rudiments qui lui ont permis d'intégrer le collège royal au niveau du CM2 actuel.

Pendant la monarchie de juillet l'école mutuelle forme de futurs militants ouvriers

Les écoles mutuelles, disparues après cette ordonnance de 1824, ont connu un renouveau important sous la monarchie de juillet, alors que François Guizot, qui les avait promues dans le cadre de la Société pour l'Instruction élémentaire sous la Restauration, était Ministre de l'Instruction Publique, puis Premier Ministre. On pouvait lire des pancartes pendant les journées de juillet 1830 : Vive la mutuelle, A bas les Ignorantins (c'est-à-dire les Frères des écoles chrétiennes). La génération de militants ouvriers nés vingt ans environ après Proudhon, c'est-à-dire à la fin des années 1820, a appris comme lui à lire et à écrire à l'école mutuelle avant de poursuivre dans l'enseignement secondaire, ou dans l'apprentissage. Ce sont ces enfants d'ouvriers, devenus parfois ouvriers d'art, qu'on retrouve au bureau de l'association internationale des travailleurs ou parmi les 60 signataires du Manifeste des Soixante de 1864, en particulier Henri Tolain qui présente la première candidature ouvrière aux élections législatives en 1864.

Les multiples pamphlets contre l'école mutuelle qu'on peut lire à la Bibliothèque nationale montrent que les milieux patronaux et cléricaux ne supportaient pas que les jeunes instruits à l'École mutuelle poursuivent leurs études au-delà de ce qui était strictement nécessaire à la vie docile d'un ouvrier. Ce n'était pas l'idéologie développée dans les écoles mutuelles qui faisait la différence, car les éléments de lecture ou les modèles d'écriture étaient tirés de ce qui était disponible à l'époque, c'est-à-dire le plus souvent des textes religieux ; ce qui faisait la différence c'étaient les relations sociales instituées entre les jeunes qui s'entraidaient les uns les autres sur le chemin du savoir. L'École mutuelle donnait l'impulsion initiale pour apprendre ; on apprenait d'ailleurs plus vite à l'École mutuelle que chez les Frères des écoles chrétiennes, il restait donc du temps pour apprendre autre chose que le programme des Frères : l'histoire, la géographie, le dessin, et on apprenait à fréquenter les bibliothèques naissantes. A Besançon la bibliothèque municipale a été fondée en 1818, deux ans après l'école mutuelle, et Proudhon l'a allégrement fréquentée.

Le journaliste et romancier, Lucien Descaves, né en 1861, a connu l'un des militants de l'internationale, Gustave Lefrançais, instituteur et ancien membre de la commune, mort en 1901. Il publie à partir de ses souvenirs, un roman intitulé *Philémon, vieux de la vieille*, qui met en scène un vieil ouvrier, ayant participé à l'association internationale des travailleurs et à la commune :

« A dix ans, je tournais la roue d'une machine à percer des trous dans les boutons de nacre. A treize ans je commençai mon apprentissage d'ouvrier bijoutier, nourri et couché, pas payé. Mon instruction ? Élémentaire, naturellement. Je la complétais moi-même plus tard et à mes moments perdus. Qui perd gagne. Nous étions nombreux, cent cinquante au moins. Les aînés servaient de moniteurs aux plus jeunes qu'eux. Il y avait d'autres économies. Dans la classe enfantine, nos tables étaient recouvertes de sable ; nous nous exercions dessus à tracer des jambages qu'un râteau effaçait. En-

suite, nous écrivions sur l'ardoise. On ne donnait l'encre et le papier qu'à ceux des dernières classes. (...)

On a beaucoup critiqué la mutuelle. Il est vrai qu'on n'y apprenait pas grand'chose : la lecture, l'écriture, l'arithmétique, un peu de musique ; mais ce qu'on apprenait, on le savait bien. J'ai observé que l'enfant, pour se faire comprendre de ses camarades, a une faculté que les professeurs ne possèdent pas au même degré. C'est une clef qui ouvre sans effraction. Rousseau dit avec raison : « Resserrer le plus possible le vocabulaire de l'enfant ; c'est un très grand inconvénient qu'il ait plus de mots que d'idées. » Je me suis quelquefois demandé si l'habitude d'enseigner contractée à l'école par beaucoup d'enfants de ma génération, n'avait pas formé cette pépinière d'ouvriers qui préparèrent dans les associations et les réunions publiques la chute de l'Empire.

Ils s'exprimaient sans correction, sans élégance, mais leur vocabulaire d'écoliers traduisait fidèlement leur pensée. Les soixante signataires du Manifeste point de départ de l'Internationale, qui inspira à Proudhon son livre sur la Capacité des classes ouvrières, étaient pour un bon tiers des ouvriers d'art. Je vous citerai Murat, mécanicien, Tolain, ciseleur, Limousin, passementier, Carmélinat, monteur en bronze. Eux et quelques autres avaient acquis, à force de veilles et d'études, un petit fonds de savoir qu'ils sentaient la nécessité d'accroître ; aussi se réunissaient-ils le soir aux Gravilliers, deux chambres au premier meublées de deux tables, de trois chaises et de bancs d'auberge. (...) Je me joignis à eux pour suivre des cours improvisés. Un ancien professeur libre employé à l'Hôtel de Ville, Jules Andrieu, nous enseignait des éléments de sciences et de littérature. Il était borgne comme son ami Gambetta... Un commis architecte, Chemalé, faisait des cours de géométrie et de comptabilité. Pierre Denis, alors peintre décorateur, nous a initié aux théories de l'échange et aux mécanismes des banques. C'est lui qui m'a révélé Proudhon.

Les auditeurs étaient Malon, teinturier, mon cher Varlin, relieur, Combault, bijoutier, Landrin ciseleur, Charbonneau et Pindy, menuisiers, Debock, typographe, Johannard, feuillagiste... »²

L'historien Georges Duveau dans son ouvrage *La vie ouvrière sous le second empire*³ note également que nombre de membres de la première internationale avaient fréquenté l'école mutuelle. La consultation du dictionnaire biographique Maitron confirme que Tolain, Malon et quelques autres avaient commencé leur formation à l'école mutuelle. Celle-ci semble leur avoir donné le goût de poursuivre la lecture au-delà et de chercher à augmenter leurs connaissances dans des cercles divers et notamment dans la franc-maçonnerie, à laquelle beaucoup de ces militants ouvriers d'avant la commune ont appartenu. Dans les premières bourses du travail, l'enseignement a pris la forme mutuelle.

2 Descaves L., *Philémon*, Crès, Paris, 1922, réédité par les Éditions La découverte, Paris, 2019.

3 Duveau G., *La vie ouvrière sous le Second Empire*, Gallimard, 1946, page 451

L'école mutuelle n'a pourtant pas été créée pour former des militants ouvriers

L'appareil scolaire qui commençait à se mettre en place avant la Révolution était pour l'essentiel aux mains des congrégations religieuses. Le niveau secondaire assuré principalement par les Jésuites a été rapidement restauré sous l'Empire. Le niveau primaire était à reconstruire, et ce d'autant plus rapidement que l'industrie naissante avait besoin de travailleurs connaissant les rudiments. Les Frères des écoles chrétiennes avaient été reconfirmés dans leur mission sous l'Empire, mais le caractère religieux de leur enseignement ne convenait pas aux non catholiques et aux protestants. Des industriels et intellectuels libéraux fondèrent La Société pour l'instruction élémentaire pour remédier à cette situation. Ils trouvèrent un modèle d'école en Angleterre inspiré par le constat fait en Inde que la méthode la plus rapide pour alphabétiser les indigènes, était de faire relayer le professeur par les élèves qui suivaient le mieux, en divisant les personnes à alphabétiser en petits groupes. Cela supposait d'écrire les leçons sur les murs, en un exemplaire unique par petit groupe, au lieu d'attendre que les élèves aient un manuel à leur disposition individuelle. L'apprentissage de l'écriture d'abord dans du sable, puis sur une ardoise, et enfin seulement sur du papier supprimait la hantise de mal faire, et privilégiait le geste par rapport au résultat à obtenir. Ce modèle d'école avait été mis au point par un artisan de Londres, Lancaster, à partir des informations de Bell sur son expérience en Inde, et présenté en 1803 dans un livre intitulé *Amélioration dans l'éducation des classes industrielles de la société*. Le duc de La Rochefoucault-Liancourt le fit traduire en 1815. Des membres de la Société pour l'Instruction élémentaire allèrent visiter les classes de Lancaster et furent conquis. Il fut entendu qu'il fallait au moins une école mutuelle dans chaque grande ville pour accueillir la grande quantité d'enfants des classes populaires qui ne pouvaient être alphabétisés dans leur famille ou à l'école des Frères. Les écoles mutuelles étaient financées principalement par des dons de notables, et par les communes.

Il y eut au début un engouement pour la méthode mutuelle : tous les arrondissements de Paris en étaient pourvus dès 1817. Ils utilisaient souvent comme locaux des biens nationaux qui furent récupérés ensuite par les congrégations ; or le caractère économique de la méthode tenait au fait qu'elle rendait possible d'alphabétiser des grands groupes d'enfants avec un seul maître. Les locaux destinés à l'habitat privé ne convenaient pas.

L'Église mena un combat continu contre l'école mutuelle et en faveur de la méthode des Frères des écoles chrétiennes. Celle-ci organisait un univers matériel et mental de soumission à travers l'observance fidèle de la hiérarchie qui va de l'élève au Frère, maître dans la salle de classe, à la compagnie dont au moins trois membres sont présents dans une école, et enfin à Dieu dont les frères-prêtres sont les représentants sur terre. L'espace de l'école des Frères était un espace de surveillance, dans lequel était demandée une totale immobilité à des enfants assis à leurs tables, sauf quand ils étaient appelés individuellement au tableau ou à répondre de leur place.

L'espace de l'école mutuelle était au contraire un espace de circulation dans lequel on passait des tables d'exercice aux tableaux de lecture, avec même des changements de groupes et de moniteurs selon les disciplines. L'école mutuelle était cependant difficile à organiser, demandait un surcroît de travail au maître qui devait pourvoir aux besoins des différents groupes de niveau dont il s'occupait.

Petit à petit, pour répondre aux attentes des notables, mais aussi aux interrogations des maîtres, le ministre de l'Instruction Publique a tendu à faire de la méthode simultanée des Frères des écoles chrétiennes la méthode « normale ». En 1833 lorsqu'il demande à toutes les communes d'ouvrir une école et d'abonder les efforts des notables locaux par un apport municipal, les deux méthodes sont encore indiquées, avec une préférence pour l'enseignement simultané, comme s'appelle la méthode des Frères parce qu'on enseigne simultanément à tous les élèves d'une classe. Mais avec la généralisation des écoles normales d'instituteurs la méthode de l'enseignement simultané devient la méthode de référence, à tel point que les Frères étaient dispensés de suivre l'école normale d'instituteurs ! Il faut dire que ce qui était attendu de l'école à l'époque était une solide formation morale, plus qu'un apprentissage général, sauf pour quelques élèves particulièrement doués.

Le programme de l'Association fraternelle des instituteurs, institutrices et professeurs socialistes en 1849

Les trois militants, Gustave Lefrançais, Pauline Roland et Jeanne Deroin, qui ont fondé cette association sont avant tout attentifs à la proximité idéologique qui doit exister entre ouvriers et pédagogues, chargés d'instruire le peuple. Le programme de l'association publié en 1849 commence par l'affirmation des croyances des membres de l'association, non pas dans la sainte trinité comme chez les frères des écoles chrétiennes mais dans l'unité du genre humain, dans « l'association volontaire, parfaitement libre, fraternelle et égalitaire de tous les hommes entre eux » pour assurer le salut de l'humanité, dans la souveraineté du peuple, dans la légitimité de la république qui doit réaliser pleinement la liberté, l'égalité, la fraternité. Leur manifeste qui définit le programme de l'éducation socialiste à venir dit notamment :

« L'éducation de l'avenir contiendra : le développement du corps en général et de chacun des sens en particulier, instruction comprise sous le nom de gymnastique... ; l'instruction du cœur, comprenant le développement moral et le développement artistique ; enfin l'instruction intellectuelle, embrassant tout le domaine de la conscience humaine, accessible à tous dans la limite de leurs facultés, et qui constitue l'éducation républicaine. L'éducation doit saisir l'homme dès l'heure de sa naissance et le conduire jusqu'à dix-huit ans, date de l'émancipation légale et de la majorité véritable dans une société normale, depuis la crèche jusqu'aux écoles professionnelles inclusivement. »⁴

Pour les auteurs du programme la crèche de 0 à 3 ans doit être obligatoire, favoriser l'expression de la volonté et le bon fonctionnement des cinq sens, enseigner la langue commune et la régularité des habitudes, « introduction au sentiment du devoir qui de très bonne heure doit dominer la vie de l'être humain. »

Dans l'éducation publique de six à neuf ans, soit l'actuelle école élémentaire, « l'enfant commence à donner à la société en même temps qu'il reçoit d'elle » et peut

⁴ Duveau G., *La pensée ouvrière sur l'éducation pendant la seconde république et le second empire*, Domat, Paris, 1947, p.84-94.

donc « entrer à titre d'aide dans quelques fonctions industrielles, et particulièrement dans l'agriculture et l'horticulture », autre vision du mutualisme, à pratiquer dans et par le travail, comme on le pense à cette époque. Cependant depuis 1842 et la loi sur l'interdiction du travail des enfants, la fréquentation des ateliers ne leur est plus autorisée, du moins dans la partie moderne de l'économie. Proudhon développe pourtant l'idée que les travaux des écoliers dans les entreprises de leur environnement pourraient être rémunérés pour qu'ils puissent financer leur scolarité.

Cependant dans ce document des premiers enseignants socialistes, comme dans la plupart des documents pédagogiques, on parle de l'enfant au singulier, coupé des relations avec le milieu dans lequel il est inséré, donc des relations sur lesquelles devrait s'appuyer l'institution éducative dans une perspective d'enseignement professionnel avec lequel est d'ailleurs établie pour cet âge une équivalence avec la gymnastique : « l'enseignement de tous les exercices qui peuvent développer leur⁵ corps leur sera donné également à tous suivant leurs facultés et dans la limite des ressources de l'Association ». Comment réaliser cette égalité ? Cela demanderait de composer les différences, de mutualiser les apports possibles de l'environnement de l'institution éducative, cela demanderait sans doute un travail des enseignants beaucoup plus chronophage, si ne s'établissait pas une coopération locale avec les familles ou d'autres bonnes volontés.

Dans la période de 12 à 15 ans le tiers des heures d'enseignement doit être donné dans l'atelier « industriel ».

Il ne faut pas que ce soit des ateliers de démonstration comme dans les écoles d'ingénieurs où on apprend surtout la théorie, pendant que les Anglais forment des ingénieurs et des chefs d'industrie qui réussissent parce qu'ils ont d'abord travaillé dans les ateliers comme simples ouvriers. « C'est donc au véritable atelier, agricole ou industriel, que seront envoyés nos enfants, sous la conduite de personnes d'une moralité certaine », cette morale n'étant pas fondée sur une religion particulière, les éducateurs socialistes laissant aux familles croyantes le soin de la pratique religieuse.

L'enseignement intellectuel se compose de l'étude de la grammaire générale, de la littérature, de l'histoire, de la géographie historique, des mathématiques, de la physique, chimie.

« Au sortir de ce cinquième degré de l'éducation, l'enfant doit être apte à dire, aidé de ses parents et de ses professeurs, quelle sera la fonction ou les fonctions qu'il se croit apte à accomplir dans la vie » étant entendu, comme le dit le premier chapitre du programme qu'il « ne peut plus y avoir des professions libérales d'un côté, et des professions serviles de l'autre ». La principale différence de cet enseignement d'avec celui qui règne déjà dans les lycées publics hérités de l'enseignement des jésuites c'est que « le développement normal de l'enfant est la loi suprême, le développement normal, non de quelques-uns mais de tous ». La méthode proposée est la maïeutique : « les professeurs ne doivent pas oublier qu'ils ont à développer la réflexion, l'intelligence de l'élève, bien plus qu'à

5 Sans s donc individuel.

faire une bonne leçon. » Les membres de l'Association eux-mêmes se font enseignants pour les adultes, comme Martin Nadaud, qui a développé une forte activité pédagogique.

La méthode mutuelle telle qu'elle avait existé dix et trente ans auparavant, en mobilisant des moniteurs parmi les élèves pour enseigner aux moins instruits, ne semble plus d'actualité. Promue par les philanthropes et les notables, elle ne semble pas porteuse de vertus révolutionnaires, mais seulement économiques. L'enseignement mutuel semble dès lors une appellation réservée à la transmission de savoirs entre adultes, notamment au sein des loges de la Franc-maçonnerie auxquels participent de nombreux militants ouvriers, qui y retrouvent le monde égalitaire auquel ils aspirent.

Les revendications ouvrières en matière scolaire à la veille de la Commune portent sur la laïcisation de l'enseignement, en même temps que sur sa gratuité et sur son obligation ; la revendication de laïcisation recouvre la revendication en matière pédagogique de plus de prise en compte de l'expression des élèves, de leur mobilité, de leur corps et de leur sensibilité, toutes choses jugées absentes de l'enseignement des Frères des écoles chrétiennes.

Cette revendication concerne aussi la formation des maîtres et des enseignants, et indirectement l'organisation de la classe. La revendication de gratuité portée d'abord par une minorité du mouvement ouvrier en 1866, et rejetée par Proudhon qui y voyait la revendication d'une main mise de l'État, triomphe en 1868 : l'obligation et la gratuité aurait l'avantage de ne plus laisser le champ libre aux initiatives charitables et patronales, tous les enfants seraient logés à la même enseigne, égaux devant l'école et par l'école.

L'enseignement professionnel, mutuel en principe, impossible en réalité

Pour les militants ouvriers, notamment ceux qui ont posé la question de l'enseignement dans les expositions universelles, l'enseignement professionnel de leur époque est trop séparé de l'enseignement général : tous les enfants doivent être initiés aux travaux manuels. En 1869 la Commission de l'Instruction de l'Association internationale des travailleurs fait voter à son congrès de Bâle une résolution à l'unanimité :

« Le Congrès affirme de nouveau l'idée d'enseignement intégral, c'est-à-dire que tout enfant a droit à un enseignement théorique et pratique complet, qui le rende propre à devenir en même temps un travailleur des bras et un travailleur de la tête. »

Mais une seconde résolution, tout autant votée à l'unanimité, semblant mettre en question la première, le journal *L'égalité* de la section suisse de l'Internationale pose le dilemme suivant :

1) « L'enseignement doit-il avoir en vue de créer l'inégalité ? entre des travailleurs manuels auxquels on ne donne d'instruction théorique et d'éducation que ce qu'il en faut pour produire et ne pas troubler par des prétentions malsonnantes la quiétude de leurs patrons ; et des hommes instruits et parfaitement civilisés auxquels seront réservés tous les travaux de l'intelligence et la distribution des travaux manuels ?

C'est l'état actuel.

2) L'enseignement doit-il tendre vers l'Égalité ? Doit-il amener à ce que dans l'avenir le moins éloigné possible, tout homme soit en même temps le manœuvre et le savant, le travailleur et le directeur, le producteur et le jouisseur ? »

Malheureusement une troisième résolution, votée par sept voix contre quatre, conclut à l'impuissance de l'internationale dans le domaine scolaire :

« Le Congrès ne peut qu'engager chaque travailleur à faire tirer à ses enfants le meilleur parti de l'enseignement plus ou moins bon fourni par la commune ou l'État, mais il désapprouve toute tentative qui serait faite au nom de l'Internationale pour obtenir dans cet enseignement bourgeois des améliorations de détail qui ne pourraient qu'éloigner de l'idée nette de l'enseignement intégral.

Le Congrès ne croit pas que l'Internationale soit aujourd'hui matériellement en état d'entreprendre en fait d'enseignement populaire quelque chose de sérieusement pratique. » (Octobre 1869) ⁶.

La difficulté provient notamment de l'impossibilité d'organiser l'enseignement professionnel sous la forme du compagnonnage et du voyage, comme c'était la tradition. Le développement récent de la grande industrie rend obsolètes les formes d'apprentissage par lesquelles les membres de l'Internationale étaient eux-mêmes passés. Un tour d'Europe au lieu et place de l'ancien tour de France a été envisagé, mais il a fallu y renoncer car il était trop difficile à organiser. Pourtant il conviendrait de pallier la division croissante du travail par un enseignement adapté qui ferait pratiquer un temps toutes les spécialités de l'entreprise ou du milieu local. En fait c'est l'instruction primaire, gratuite et obligatoire, couplée avec la liberté du travail, qui est chargée de développer et fortifier le sentiment de la dignité de l'homme, c'est-à-dire la conscience de ses droits et ses devoirs. « Celui qui est éclairé fait appel à la raison et non à la force pour réaliser ses désirs », dit le Manifeste des 60 élaboré pour soutenir des candidatures ouvrières aux élections législatives à partir de 1864.

De l'école mutuelle à l'école populaire

La rupture de Célestin Freinet d'avec l'école ordinaire dans les années 1920 consiste à s'appuyer sur les savoirs et les expériences des enfants pour créer un contenu de l'enseignement plus proche de leurs préoccupations. Elle consiste aussi à considérer que le mauvais élève qui gêne le maître en tardant à rentrer en classe par exemple est aussi riche d'un savoir et d'une expérience propre que le bon élève, principe commun avec l'école mutuelle. Freinet construit texte de lecture, dictée, et autres enseignements à partir d'un long interrogatoire d'un élève par ses camarades, animé par le maître. Le texte à travailler qui en résulte est « libre », non pris dans un livre, mais construit collectivement. Et les élèves défilent les uns après les autres dans cette construction de savoir commun. Cela marche si bien que Freinet raconte son expérience à l'union départementale des

⁶ Cf. Duveau G., *idem.*, p. 124.

syndicats, et demande aux imprimeurs une casse d'imprimerie avec des grandes lettres pour pouvoir fabriquer un journal coopératif. La classe s'enhardit dans sa construction d'une pratique nouvelle, et décide d'aller enquêter auprès des clients des antiquaires dans le village. Ces questions ne sont pas du goût de ces derniers qui dénoncent à l'administration de l'Éducation nationale cet instituteur qui est dehors à l'heure où l'école est censée garder les enfants enfermés.⁷

L'expérience de Freinet relève de la « philosophie pratique » appelée de ses vœux par Proudhon ; comme l'école mutuelle l'école Freinet travaille à conférer de la dignité à chaque élève, sans comparaison inhibitrice comme dans l'enseignement ordinaire. Elle met aussi en valeur le caractère productif du collectif quand il est mobilisé pour construire un savoir commun, rendu public par le journal. C'est cette production sociale de communauté, de lien entre les jeunes et les apprenants de toutes générations, que les méthodes les plus récentes tendent à détruire par la confrontation de chaque élève avec des procédures répétées d'évaluation et des machines à enregistrer les performances individuelles.

⁷ Freinet E., *Naissance d'une pédagogie populaire*, Éditions Maspéro, Paris, 1965.